

Changer la Gouvernance

Fiche thématique : Conflits et Sanctions

- **C'est quoi, « changer la gouvernance » ?**

Suite aux travaux lancés à l'AG 2022 et réalisés aux congrès et à l'AG 2023, nous proposerons à l'Assemblée Générale 2024 des modifications de nos textes de fonctionnement associatif : statuts et règlement général. L'ensemble de ces modifications sont présentées à partir de **fiches thématiques**, avec un focus sur 10 thèmes de modifications qui impacteraient le fonctionnement de l'association.

Dans chacune de ces fiches, vous trouverez le **thème et l'enjeu** de la modification, l'**explication résumée** des modifications proposées, la **présentation du texte actuel** et la **proposition de texte futur**

- **Ce qui change, en quelques mots**

Les textes actuels (notamment le règlement général) ne correspondent plus vraiment à ce qui est réellement pratiqué dans l'association : des travaux sont donc en cours pour ré-adapter les textes à nos pratiques actuelles.

TRAVAUX
EN
COURS

7 - GESTION DES CONFLITS ET INSTANCES INTERNES DE RECOURS

ARTICLE 7.1 : CONFLITS ET RECOURS

Les conflits entre responsables de l'association, entre responsables et membres actifs de plus de 16 ans, entre bénévoles et salariés, ou les plaintes émanant des parents ou de personnes extérieures à l'association, peuvent être « déclarés » par au moins l'une des deux parties concernées ou par le responsable de l'échelon immédiatement supérieur. Dans tous les cas, il appartient à ce dernier d'en assurer le règlement dans les meilleurs délais suivant la procédure décrite dans les articles 7.2 à 7.6.

Dès lors, toutes les parties en présence s'interdisent de porter des informations à ce sujet à l'extérieur de l'association et en particulier aux instances locales, régionales et nationales, qui n'auraient ainsi accès qu'à une partie du dossier.

ARTICLE 7.2 : PROCÉDURE DE RÈGLEMENT DES CONFLITS

L'enquête préalable est menée par le responsable de la structure concernée par le conflit/la plainte, personnellement ou par un autre responsable désigné par lui ; les deux parties doivent être entendues, leurs déclarations notées, les documents éventuellement fournis recensés.

Les décisions prises peuvent être les suivantes :

- a) Précision sur l'organisation des activités de chacun éliminant les points de friction
- b) Nouvelle répartition des tâches. Une nouvelle répartition des tâches entraîne, avec l'accord du/ou des intéressés, la nomination à une nouvelle fonction
- c) Suspension pour un temps déterminé, ne pouvant excéder un an, de l'une des parties ou des deux.
Il appartient au responsable de la décision d'assurer la continuité des activités dont le responsable suspendu avait la charge (cet alinéa ne concerne pas un salarié qui serait relié à un conflit)
- d) Démission provoquée : elle est demandée par le responsable à-aux intéressé-s. Un délai de quinze jours maximum doit être fixé. Elle entraîne la suspension immédiate de toute activité au sein de l'association (cet alinéa ne concerne pas un salarié qui serait relié à un conflit)
- e) La dissolution (d'une unité, d'une structure locale d'activité). Celle-ci ne pouvant en aucun cas être considérée comme la solution souhaitable à un conflit, ne saurait être qu'exceptionnelle. A ce titre, elle ne peut être envisagée qu'après recherche d'une solution positive, et ne peut être prononcée sans l'avis du responsable régional.

La suspension et la démission sont effectives pour l'ensemble de l'association, sauf précision du responsable qui en a pris la décision.

NOUVEAU TEXTE

ANCIEN TEXTE

TRAVAUX
EN
COURS

ARTICLE 7.3 : RADIATION

Lorsque la démission demandée à un membre par le responsable intéressé n'a pas été remise dans les délais prévus, la suspension étant effective et les mesures conservatoires prises, la radiation est demandée et la demande avec rapport justificatif, transmise au délégué général. Celui-ci, après enquête rapportera cette question à la première réunion du comité directeur.

La radiation peut également être prononcée par le comité directeur statuant soit directement (art. 4.2 des statuts, dernier alinéa), soit en appel (art. 7.5 du règlement général). La décision du comité directeur est portée à la connaissance de l'intéressé et éventuellement auprès des responsables de l'association. L'intéressé conserve toujours la possibilité de fournir des explications devant l'assemblée générale qui statue en dernier ressort. Si telle est son intention, il appartient à l'intéressé de le faire savoir par lettre adressée au président de l'association dans les quinze jours qui suivent la notification de la décision du comité directeur.

ARTICLE 7.4 : NOTIFICATION DE LA DÉCISION

Les décisions prises sont toujours communiquées par écrit aux intéressés, et à leurs familles, s'il s'agit de mineurs. Il leur est précisé les conséquences qu'elles entraînent pour eux. Elles sont également communiquées aux responsables appartenant à la même structure locale d'activité, éventuellement à des structures voisines ou l'ensemble d'une région, aux responsables régionaux, aux autorités auprès desquelles l'intéressé assurait un rôle de représentation de l'association. Elles sont, particulièrement s'il s'agit d'un responsable d'une structure locale d'activité, communiquées aux familles, avec l'indication des dispositions prises pour assurer la continuité des activités.

L'association pourra faire directement publicité de ces décisions auprès des collectivités et partenaires habituels de la structure pour les informer des changements intervenus.

Il est inutile de fournir en détail les motifs ayant entraîné cette décision.

ARTICLE 7.5 : APPEL

En notifiant à l'intéressé la décision prise, le responsable a toujours soin de préciser les voies d'appel qui remontent la hiérarchie territoriale de l'association, le comité directeur constituant le dernier recours avant l'assemblée générale.

L'appel doit se faire par écrit à l'échelon territorial décisionnaire et pour copie à l'échelon supérieur dans un délai de quinze jours après notification à l'intéressé de la décision prise.

L'appel offre toujours à l'intéressé la possibilité d'être entendu. L'appel, n'est pas suspensif des effets de la décision.

NOUVEAU TEXTE

ANCIEN TEXTE

**TRAVAUX
EN
COURS**

ARTICLE 7.6 : COMMISSION DES CONFLITS DU COMITÉ DIRECTEUR

Deux membres du CD sont annuellement élus en réunion du Comité Directeur pour être en charge de cette commission.

A partir du moment où l'appel au comité directeur a été enregistré, les parties en présence sont considérées comme «à égalité» et le recueil d'informations organisé en conséquence par une commission du comité directeur dite « commission des conflits ».

Celle-ci est composée, des 2 membres du Comité Directeur, et des autres personnes nommées par le Comité Directeur à l'occasion de la saisie de la commission des conflits (2 membres issus des échelons régionaux et de 2 membres issus des structures locales d'activité).

Si certains membres de la commission se trouvent concernés personnellement, leur participation est suspendue pendant le traitement du dossier correspondant. Les étapes du travail de la commission sont :

- 1) Connaissance du dossier initial, c'est-à-dire de l'ensemble des éléments d'information apportés à l'appui de l'appel
- 2) Recueil personnalisé d'informations complémentaires, c'est-à-dire rencontre des individus concernés et de toutes les personnes considérées comme pouvant contribuer à apporter des informations utiles. Pour cette phase, la commission peut se faire assister de toute personne lui paraissant apte à l'aider dans cette tâche. La commission des conflits doit prendre toutes dispositions pour que les informations éventuellement recueillies pendant son enquête ne risquent pas de porter préjudice aux intéressés dans leur vie privée, professionnelle ou familiale
- 3) Synthèse et réunions de réflexion sur les faits et les possibilités de solutions. Si à ce stade la commission se considère comme insuffisamment informée, elle peut procéder à un complément d'enquête
- 4) Exposé synthétique des faits et avis transmis au comité directeur pour décision.

Il est important de préciser qu'il s'agit en tout état de cause d'une décision du comité directeur sur proposition de la commission.

La commission des conflits est attentionnée au caractère confidentiel et des possibilités de diffusion des informations recueillies par elle auprès des autorités publiques telles Jeunesse et sports, Justice... Les prolongements « extérieurs » éventuels (licenciements, dépôt de plainte, actions en justice...) ne sont pas de son ressort bien qu'elle puisse, dans le cadre de son intervention, émettre un avis à ce sujet.

Dans le cas où le conflit « déclaré » comporte des éléments financiers, la commission peut demander un éclairage ou un avis consultatif à la commission administrative et financière.

ARTICLE 5.2 : COMITÉ DIRECTEUR – RÔLE

Le comité directeur est régulièrement tenu informé du fonctionnement de l'association par le délégué général et lui donne au besoin, toutes instructions utiles.

- [...]
- Il arbitre en dernier ressort les conflits entre membres de l'association
- Il prononce, sur rapport du délégué général, la radiation, si elle est devenue nécessaire, de membres de l'association

STATUTS — NOUVEAU TEXTE

STATUTS — ANCIEN TEXTE

**TRAVAUX
EN
COURS**

Article 4 : DÉMISSION - RADIATION

La qualité de membre de l'association se perd par démission ou par radiation :

- la démission est de fait dans le cas du non- paiement de la cotisation
- la démission est de fait dans le cas du non- renouvellement volontaire de l'adhésion par l'adhérent
- la radiation est prononcée par le comité directeur après que l'intéressé aura été appelé à donner ses explications écrites ou orales, l'assemblée générale statuant le cas échéant en dernier ressort.

Article 8 : POUVOIR DU COMITE DIRECTEUR

Le comité directeur est investi des pouvoirs les plus étendus pour toutes actions et décisions qui ne sont pas du ressort exclusif de l'assemblée générale.

Le bureau lui rend compte régulièrement de ses actes.

Il décide de toute admission et radiation et procède aux nominations prévues conformément aux prescriptions des présents statuts et à celles du règlement général.